

# Une livre de chair, 1 000 fois par jour

## Partage international n° 8 - Avril 1989

La somme que les pays du tiers monde durent payer, l'année dernière, en intérêts et en remboursement d'anciens emprunts fut supérieure de 43 milliards de dollars à celle qu'ils reçurent en nouveaux prêts. Le total de la dette des pays du tiers monde atteint aujourd'hui 1 320 milliards de dollars, soit plus de 8 000 milliards de francs.

Les discussions portant sur la crise engendrée par la dette du tiers monde font en général mention, comme ici, de sommes astronomiques. Elles traitent habituellement des mesures à prendre par les pays débiteurs afin que ces derniers parviennent à rembourser totalement cette dette, ce qui est en général considéré comme une priorité essentielle. Les « bailleurs de fonds » les plus importants (le Fonds Monétaire International, les banques et les pays industrialisés) ne se préoccupent guère des conséquences humaines désastreuses qu'entraînent les conditions de remboursement draconiennes imposées aux gouvernements d'Afrique et d'Amérique du Sud.

Les mesures économiques imposées à ces gouvernements frappent de plein fouet le secteur social « improductif ». Ce qui implique une réduction des budgets de l'éducation, de la santé, des transports publics, ainsi que la suppression des aides en nourriture et en combustible accordées aux populations. Dans les trente sept pays les plus pauvres de la planète, où les besoins sont donc les plus importants, les budgets de l'éducation et de la santé représentent aujourd'hui respectivement la moitié et le quart des sommes allouées à ces mêmes budgets il y a dix ans.

Il va sans dire que ce sont les plus défavorisés, les pauvres, ceux qui dépensent souvent jusqu'aux trois quarts de leurs maigres revenus afin de se procurer leur pain quotidien, qui sont aussi les plus touchés par ces mesures. Ce sont eux, en définitive, qui paient les pots cassés. Ces sommes, tellement astronomiques qu'elles en deviennent abstraites, produisent bel et bien sur les pauvres, victimes de ces mesures, des effets tangibles odieusement concrets et meurtriers. Jusqu'à quel point ces effets

sont-ils meurtriers ? L'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, s'est livré à une estimation. Ses experts ont calculé qu'au moins 1 000 bébés et tous petits enfants meurent chaque jour, victimes des mesures économiques prises afin d'assurer le remboursement de la dette.

Le Fonds Monétaire International lui-même, qui coordonne l'action des prêteurs internationaux, ne peut ignorer ces faits plus longtemps, bien que son directeur général, Michel Camdessus, aime encore à utiliser certains euphémismes, comme en témoigne la déclaration suivante : « *Ce sont trop souvent les catégories les plus défavorisées de la population qui ont supporté, ces dernières années, le plus gros du fardeau des ajustements économiques.* »

Est-il besoin de souligner qu'il était aussi facile au FMI qu'il ne le fut aux organisations critiquant sa politique de prévoir les conséquences de ces mesures ? Tous les avertissements furent cependant ignorés. Il ne fut pas tenu compte du sort réservé aux pauvres, mais de l'équilibre des bilans des banques ayant accordé les prêts. Ces banques ont d'ailleurs enregistré un grand succès dans ce domaine, puisqu'elles se sont débrouillées afin de consolider leurs positions de manière sûre et efficace. Leur existence ne peut désormais plus être menacée, même si la dette des six plus gros pays débiteurs devrait être annulée.

Ce qui ne signifie pas que les prêteurs soient prêts à envisager, ne serait-ce même qu'une seconde, une telle éventualité. Il ne saurait, évidemment, en être question. Les gouvernements des pays créanciers, de leur côté, conçoivent tranquillement des plans impliquant une certaine flexibilité de la part des banques. Mais celles-ci leur renvoient la balle, et avancent habilement des solutions visant à contraindre les gouvernements à payer. On note certes parfois quelques manifestations polies d'approbation lorsqu'est avancée l'idée d'annuler la dette : oui, il faut certainement y songer ; bien sûr, il faut manifestement y arriver. Mais, naturellement, c'est toujours aux autres de le faire.

L'image de Shylock, le vieil usurier du *Marchand de Venise*, de Shakespeare, vient immédiatement à l'esprit. Nos modernes Shylocks sont des modèles de rationalité. Ne disposons-nous pas d'un contrat en bonne et due forme ? Les termes de ce contrat nous semblent inattaquables ! Voudriez-vous bien payer

immédiatement ? Vous ne le pouvez pas ? Eh bien, une livre de chair vous sera prise, découpée tout près du cœur !<sup>1</sup> Ou, plus précisément, selon les estimations de l'UNICEF : mille fois une livre de chair, prélevée chaque jour sur des enfants.

Dans le numéro de janvier/février de *Partage International*, le Maître indique les priorités de Maitreya : « *La première priorité consiste à assurer un approvisionnement suffisant de la nourriture appropriée, la deuxième à procurer un logement convenable et un abri à tous, la troisième à fournir les soins médicaux et l'éducation, désormais reconnus comme un droit universel.* » Ainsi que nous l'avons vu plus haut, ce sont précisément ces besoins qui sont les premiers touchés par les prétendues solutions visant à résoudre la crise engendrée par la dette du tiers monde. Les pays prêteurs se sont jusqu'à présent retranchés derrière l'argument selon lequel les pays débiteurs finiraient par se sortir eux-mêmes de leurs problèmes financiers si des restrictions économiques leur étaient imposées. Les économies de ces pays sont en réalité, aujourd'hui, dans un état plus critique qu'elles ne l'ont été depuis fort longtemps. La situation se détériore un peu plus chaque année dans la plupart des pays africains. Quant à la situation des pays d'Amérique du Sud, elle n'est pas vraiment meilleure. Dans le même temps, les riches pays industrialisés savourent leur position économique dominante, et soutiennent que les perspectives pour le futur sont séduisantes.

S'il en va réellement ainsi, on peut alors estimer que le moment opportun est enfin arrivé de reconsidérer le problème du règlement de la crise engendrée par la dette. Que des enfants paient de leur vie des dettes contractées plusieurs années auparavant par

des régimes militaires aujourd'hui disparus ne semble évidemment pas une bonne solution. Les stratégies, constamment renouvelées, destinées à assurer les marges bénéficiaires les plus élevées possibles et à arrondir la bourse des spéculateurs, ne peuvent pas non plus être considérées comme de bonnes solutions. Il est vrai qu'un grand nombre de personnes tirent de substantiels bénéfices d'une telle politique. Il n'en est, hélas, pas moins vrai qu'un nombre encore plus grand d'autres individus sont en permanence confrontés à une pauvreté ne laissant aucune place à l'espoir en raison de cette politique. Quiconque voudrait nier cette évidence, en dépit des conclusions non équivoques tirées des analyses de l'UNICEF (qui est un organisme traditionnellement prudent), devrait également se masquer l'existence de preuves irréfutables de la cruauté de telles mesures. Selon le Maître, les priorités indiquées par Maitreya sont « simples et évidentes ». La nourriture, l'éducation et la santé ne sont pas des besoins secondaires, mais bel et bien des besoins prioritaires. Les moyens nécessaires à la réalisation de ces priorités ne devraient pas être considérés comme des « dépenses », mais bien plutôt comme des « investissements » — des investissements en vies humaines.

---

1. Dans l'acte IV, l'usurier Shylock reste insensible aux appels à la miséricorde, et exige son dû : une livre de chair, découpée sur la poitrine d'Antonio.

**Thématiques :** [Société](#), [Économie](#)  
**Rubrique :** [Editorial](#) ()